

Le Kosovo veut faire disparaître ses Serbes : Poutine prêt à intervenir ?

écrit par Christine Tasin | 1 août 2022



On sait à quel point Poutine a été malheureux de n'avoir pas, à l'époque, les moyens de venir aider les Serbes lors de l'abominable guerre qui a été faite à nos amis Serbes... depuis la Russie a fait du chemin et pourrait se mêler du second génocide serbe qui commence. Oui, génocide, car...

Avec les pays musulmans, c'est la même histoire depuis 1400 ans. Conquérir, dhimmiser ou exterminer.

Ils arrivent, en guerre ouverte et tuent, forcent à la

conversion.

ou bien

Ils arrivent, soi-disant pour découvrir d'autres cieux, se mêlent à la population autochtone, demandent puis exigent de plus en plus d'avantages à eux réservés, puis, une fois qu'ils sont assez nombreux, ils imposent leur loi, la charia. Et imposent même la conversion/ nationalisation des non musulmans... Cela peut aussi se terminer par une scission, une perte de territoire du pays envahi, comme pour l'Inde et le Pakistan ou la Serbie et le Kosovo.

.

Le cas du Kosovo est encore pire puisque, issu d'une guerre atroce faite par les Américains et Européens à un pays indépendant européen, la Serbie, il a décidé d'éradiquer les Serbes ou de les contraindre à abandonner leur identité serbe en durcissant les conditions d'entrée des Serbes au Kosovo.

On rappellera utilement que le Kosovo a proclamé unilatéralement son indépendance en 2008, indépendance reconnue par les Etats-Unis et la plupart des pays occidentaux, mais pas par la Serbie, la Russie, la Chine, l'Inde ou encore l'Espagne. D'où dans le texte les adjectifs "auto-proclamé", "Kurti qui se revendique premier ministre"... etc.

Le Kosovo prétend donc durcir les conditions d'entrée sur leur territoire des Serbes. Oui, les Serbes sont chez eux, au Kosovo !!!

Pour cela, le Kosovo déclare invalides les documents d'identité des Serbes dans la province du Kosovo, tenus de remplacer leur passeport par une pièce d'identité temporaire pour la durée de leur présence sur le territoire. Idem pour leurs plaques d'immatriculation, toutes celles délivrées en

Serbie devront être remplacées par d'autres immatriculées au Kosovo.

Tout cela devait commencer le 1er août, c'est repoussé au 1er septembre car ça ne va tout seul... **Les Albanais, soutenus une fois de plus par les USA, font de la surenchère et des citoyens serbes du Kosovo prêts à en découdre se lèvent**, dressant des barricades, bloquant la route entre Pristina et Raska avec des camions, camions-citerne etc. La "Force pour le Kosovo, la KFOR, mise en place par l'OTAN, se dit prête à intervenir... pour "normaliser les relations entre Belgrade et Pristina. On sait ce que ça veut dire... pendant que la police non reconnue du Kosovo se déplace à la frontière et bloque des points de passage !

A leur tour, des forces de police serbes se dirigent au même endroit.

Le Président serbe a été très clair :

«Nous ne voulons pas de conflits et nous ne voulons pas de guerre. Nous prions pour la paix et rechercherons la paix, mais laissez-moi vous dire tout de suite : il n'y aura pas de reddition [...] S'ils osent commencer à persécuter, harceler et tuer les Serbes, la Serbie gagnera»,

Mais le va-t-en guerre Kurti, qui se revendique Premier ministre du Kosovo, semble décidé à aller jusqu'au bout :

Cité par l'agence de presse serbe [Tanjug](#), le chef du gouvernement serbe, Ana Brnabic, a assuré le 31 juillet qu'Albin Kurti était «un homme dont la seule politique est la violence et la provocation constantes».

«Kurti est celui qui a amené cette situation en privant les Serbes du droit de vote, en interdisant les élections sur le territoire du Kosovo, en ne respectant pas les accords de Bruxelles et en admettant ouvertement que Pristina ne mettra jamais en œuvre les accords de Bruxelles, ainsi que

l'interprétation délibérément incorrecte et sélective des anciens accords», a-t-elle ajouté.

<https://francais.rt.com/international/100131-regain-tension-frontiere-entre-serbie-kosovo>

C'est là que Poutine montre le bout de son nez. Son ambassadeur Maria Zakhorava dénonce «la décision des "autorités" de Pristina de commencer à appliquer des "règles" discriminatoires déraisonnables sur le remplacement forcé des documents personnels [...] des Serbes locaux» et «une autre étape vers l'expulsion de la population serbe du Kosovo [et] le déplacement des institutions serbes du Kosovo qui assurent la protection des droits des résidents serbes contre l'arbitraire des radicaux de Pristina dirigés par le "Premier ministre" [Albin] Kurti».

Elle a ajouté :

«Les dirigeants kosovars savent que les Serbes ne resteront pas indifférents face à une atteinte directe à leurs libertés», a-t-elle ajouté, accusant les autorités locales de Pristina de pousser «délibérément» à l'escalade afin de déclencher un «scénario militaire».

Ne manquant pas, évidemment de montrer l'échec de la diplomatie européenne, la même pas fichue de s'engager pour obtenir l'application des accords de Minsk.

«Une telle évolution des événements est une autre preuve de l'échec de la mission de médiation de l'Union européenne», a-t-elle enfin conclu.

Ce n'est pas la première fois que les Albanais essaient de chasser -ou assimiler de force- les Serbes. Déjà, il y a un an, les autorités autoproclamées de Pristina avaient décidé d'interdire l'entrée des véhicules avec une immatriculation serbe...

A l'époque, les autorités locales de Pristina avait justifié cette action par mesure de «réciprocité». Les véhicules immatriculés au Kosovo ne sont en effet pas reconnus par Belgrade et sont contraints de se procurer des plaques serbes temporaires pour entrer en Serbie.

Un accord temporaire sur les plaques négocié à Bruxelles par les deux parties, prévoyant le déploiement pendant deux semaines dans la zone frontalière de la KFOR avait permis de débloquer la situation.

Déjà en septembre 2021, des tensions avaient éclaté suite à [la décision des autorités autoproclamées de Pristina de bannir l'entrée aux véhicules](#) dotés d'une immatriculation serbe. Cette mesure avait déjà donné lieu à des blocages routiers dans le nord de la province et entraîné un relèvement de l'état d'alerte de l'armée serbe.

A l'époque, les autorités locales de Pristina avait justifié cette action par mesure de «réciprocité». Les véhicules immatriculés au Kosovo ne sont en effet pas reconnus par Belgrade et sont contraints de se procurer des plaques serbes temporaires pour entrer en Serbie.

Un accord temporaire sur les plaques négocié à Bruxelles par les deux parties, prévoyant le déploiement pendant deux semaines dans la zone frontalière de la KFOR avait permis de débloquer la situation.

Gageons que, cette fois, Poutine qui en a les moyens, ne laissera pas ses alliés serbes chassés une nouvelle fois de chez eux.